

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

LILLE, le 14 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST ex-SITA

Carrière de la Loisme - BP 25
62530 HERSIN COUPIGNY

Références : 02-2024

Code AIOT : 0007000463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploité par SUEZ RV NORD EST à HERSIN COUPIGNY. L'inspection a été annoncée le 07/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux - 62530 HERSIN COUPIGNY
- Code AIOT : 0007000463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société FRANCE DECHETS, devenue SUEZ RV Nord Est a été autorisée par arrêté préfectoral du 26 juillet 1982 à exploiter sur le site de la Carrière de la Loisme à HERSIN-COUPIGNY une décharge de « classe 2 » (aujourd'hui appelée ISDND) d'une capacité de 400 000 t/an. Deux arrêtés d'autorisation en dates des 26/11/1988 et 02/08/2004 ont acté la fin de la période d'exploitation de l'installation de stockage à l'année 2032 et porté sa capacité d'accueil à 600 000 t/an.

Quatre grandes phases d'exploitation du site ont été définies pour l'ISDND d'HERSIN-COUPIGNY. L'exploitation de la phase 4 est en cours depuis 2011 ; le stockage des déchets non dangereux se fait actuellement dans la subdivision 4.3 dont les travaux d'aménagement ont été réalisés courant 2021. L'installation dispose également d'un casier spécifique pour le stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante tels que définis à l'article 1 - titre I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Un arrêté du 03/09/2014 a acté la diminution de la capacité d'accueil de l'ISDND à 500 000 t/an et la prolongation de sa période d'exploitation jusqu'en fin d'année 2047 sans incidence sur l'emprise du site, ni sur le vide de fouille total déjà autorisé. Cette évolution sollicitée par l'exploitant tenait compte du vide de fouille disponible et s'inscrivait dans un contexte de baisse sensible des quantités de déchets stockées.

Le site comporte les principaux équipements annexes suivants :

- une installation de traitement des lixiviats (dite installation « flot tombant ») au moyen d'un évapo-condenseur dimensionné pour traiter 300 m³/j (lixiviats collectés sur site, lixiviats et autres effluents liquides provenant de sites extérieurs du groupe implantés dans la Région Hauts-de-France : ISDND et installations de traitement des ordures ménagères).
- une installation de captation du biogaz (moyenne de l'ordre de 3 000 m³/h) avec valorisation énergétique répartie ainsi :
 - installation de traitement des lixiviats (chaudière de 2 MW)
 - deux moteurs à combustion avec alternateur permettant de produire de l'électricité, vendue à EDF
 - réchauffeur "Valorix" de 4 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- caractéristiques des déchets et contrôles à la réception (tri à la source, caractérisation, contrôle vidéo des déchargements...)
- traçabilité des déchets réceptionnés sur site : RNDTS
- déclaration GERE (gros émetteur CH₄)
- réception des travaux de rehausse n°2 de la subdivision 4.3 (travaux menés en août/septembre 2023)
- renouvellement des garanties financières / point IED (dossier de réexamen)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1 : contrôle à la réception des déchets	Code de l'environnement, article D. 541-48-1	Sans objet
2	PC2 : traçabilité	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet
3	PC3 : GEREP (gros émetteur CH ₄)	Arrêté ministériel du 31/01/2008	Sans objet
4	PC4 : travaux de rehausse de casier	Arrêté ministériel du 05/02/2016 modifié - Arrêté Préfectoral du 02/08/2004	Sans objet
5	PC5 : renouvellement des garanties financières / point sur procédure de réexamen IED	Code de l'environnement, articles R. 516-1 et R. 515-70	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis sur site à l'occasion de la visite d'inspection du 20/12/2023 n'ont pas mis en évidence de non-conformités soulevant de réels enjeux.

Il a toutefois été noté l'absence de journal recensant les indisponibilités du contrôle vidéo des déchargements. Le non-respect des durées maximales d'indisponibilité du dispositif (consécutives et consolidées sur une année) n'a pas été établi ; il repose sur une indication spontanée de l'exploitant. Ce sujet nécessite que des actions correctives soient engagées ; elle seront portées à la connaissance de l'Inspection sous un mois (justificatif d'ouverture de registre et dispositions mises en œuvre pour satisfaire les durées maximales d'indisponibilité).

Par ailleurs, hors thématiques inspectées, l'inspection a souligné un retard significatif observé dans la télédéclaration des données d'autosurveillance en 2023. Selon les indications de l'exploitant, cette difficulté, liée à une réorganisation et un manque consécutif de ressources, est aujourd'hui solutionnée, et le retard en cours de résorption.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1 : contrôle à la réception des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-48-1
Thème(s) : Contrôles à la réception, surveillance par vidéo des déchargements
Prescription contrôlée : I. Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 : <ul style="list-style-type: none">- aux installations de stockage de déchets relevant de la <u>rubrique 2760-2-b</u> de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;- aux installations d'incinération de déchets relevant de la <u>rubrique 2771</u> de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Elles ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none">- aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit ;- aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments. II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du <u>chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV, et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement</u> et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : <ul style="list-style-type: none">- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. III. Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo. L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.

En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :

- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;
- la finalité du traitement installé ;
- la durée de conservation des images ;
- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que
- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.

IV. Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V. Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° Les personnes intervenant, à la demande de l'exploitant ou des agents mentionnés au 1°, pour le compte d'organismes d'audit ou de conseil. Cet accès est soumis à l'autorisation de l'exploitant et à la présence, au moment de la visualisation, d'une personne mentionnée au premier alinéa du présent article.

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.

Lorsque les données ont, dans le délai d'un an mentionné au dernier alinéa du IV, été extraites et transmises aux agents de l'Etat mentionné au 1° pour les besoins d'une procédure judiciaire ou administrative, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures.

Constats :

Le dispositif de surveillance des déchargements par vidéo, opérationnel depuis juin 2022, a été réceptionné fin d'année 2022.

Pour l'information du personnel, une présentation de ce dispositif a bien été réalisée au comité social et économique de l'établissement. Le procès-verbal de la séance correspondante de présentation n'a pas été consulté ; l'inspection demande à ce qu'une copie de ce document lui soit transmise dans un délai d'un mois.

L'affichage de vidéosurveillance par pictogramme pour prévenir les chauffeurs, intervenants extérieurs et visiteurs est présent à l'accueil situé au niveau du pont-bascule, dans les locaux à l'entrée sur site. A noter aussi l'information du contrôle vidéo sur site intégrée aux documents dès le stade de la procédure d'acceptation préalable, et le rappel qui en est fait dans le document « plan de prévention ».

Cet affichage précise la finalité de la vidéosurveillance et des enregistrements et mentionne également :

- la durée de conservation des images destinées au personnel habilité de l'établissement, n'excédant pas une année
- les modalités du droit d'accès aux données (par contact du responsable de site).

Seules deux personnes sur site (cadres) ont accès au dispositif pour visionnage, protégé par authentification.

Vu sur site le 20/12/2023 :

- les 3 caméras opérationnelles installées sur potence (dites caméras « AGECE ») orientées chacune vers un des 3 quais de déchargement
- la caméra permettant de filmer les plaques d'immatriculation des véhicules et d'établir le lien avec chacune des 3 autres caméras, d'associer en cas de besoin pour un déchargement donné, l'immatriculation concernée du véhicule.

Vu également à cette occasion, les caméras thermiques dirigées vers le casier de stockage en cours d'exploitation. L'ensemble du dispositif est raccordé à une astreinte (renvoi des alarmes vers société de gardiennage et personnels).

Concernant le dispositif de contrôle vidéo des déchargements, l'exploitant a rappelé les difficultés liées à la nécessité de le déplacer régulièrement, aux longueurs de câbles électriques requises ; il est également confronté à l'endommagement régulier des capteurs (problème d'étanchéité aux poussières et microrayures sur dômes) générant une baisse de qualité des vidéos. Il a aussi indiqué que le stockage des données sur une année était une contrainte compte tenu de la taille des fichiers vidéos (l'effacement se fait au fil de l'eau et automatiquement, sur une année glissante).

Il a été noté l'absence sur site de journal d'indisponibilité du dispositif (même si théoriquement, l'exploitation des données a posteriori peut permettre de connaître les périodes d'indisponibilité). L'exploitant a indiqué qu'il travaillait pour que cette donnée puisse être fournie automatiquement par le dispositif.

Dans les faits et selon l'exploitant (non vérifié lors de l'inspection), l'indisponibilité a dépassé en 2023 les limites de durées « consécutives » et « consolidées », principalement en raison du délai d'intervention du prestataire.

Plusieurs séquences vidéos, dont certaines en temps réel, ont été consultées depuis le bureau d'accueil du site le jour de l'inspection ; elles ont permis de vérifier leur niveau de précision et qualité (plaques d'immatriculation et nature des déchets déchargés, visages floutés), et ainsi la possibilité d'une exploitation en cas de besoin.

Interrogé sur l'intérêt du dispositif, l'exploitant reconnaît qu'il peut constituer une aide complémentaire dans la procédure de contrôle des déchets de par l'effet dissuasif qu'il peut accroître à l'endroit de certains producteurs de déchets peu soucieux des consignes de tri à source, mais précise qu'il est néanmoins très limité pour le site de l'ISDND d'HERSIN COUPIGNY compte tenu du contrôle permanent des déchargements par l'agent de quai.

En termes de retour d'expérience depuis la mise en service, pas de situation concrète rencontrée qui aurait nécessité un recours au dispositif et mis réellement en évidence l'intérêt de la surveillance par vidéo.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2 : traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2023, RNDTS (Registre National des Déchets, Terres et Sédiments)

Prescription contrôlée :

[...] II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
- 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

III. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

Pour des raisons diverses liées à l'organisation et à l'adaptation des outils, la traçabilité satisfaisante suivant ces nouvelles modalités n'est effective que depuis septembre 2023. Pour rappel, les dispositions relatives à la traçabilité sur le registre RNDTS sont applicables depuis le 01/01/2022, et depuis le 01/01/2023 pour les terres excavées et sédiments.

Modalités de renseignement

Tous les éléments d'information : fiches d'information préalable, certificats d'acceptation préalable, pesées à la réception... sont saisis dans un logiciel d'exploitation spécifique dénommé « CLEAR », utilisé sur site depuis plusieurs années et qui avait déjà été présenté à l'Inspection. Ce logiciel a fait l'objet d'adaptations pour que puissent être renseignées les données requises pour le Registre National des Déchets, Terres et Sédiments.

Les informations saisies dans le logiciel CLEAR sont validées quotidiennement. Les données requises pour alimenter RNDTS y sont basculées à fréquence hebdomadaire depuis ce logiciel.

L'exploitant a précisé à l'Inspection qu'il n'était pas en mesure de procéder à des extractions directement depuis le RNDTS. Il a aussi indiqué des difficultés pour renseigner toutes les données requises dans ce registre pour les flux de déchets en mélange, avec perte de traçabilité (producteurs notamment, quantités associées).

Vu lors de la visite sur site, à la demande de l'Inspection, l'enregistrement sur support informatisé de l'exhaustivité des apports sur site pour le mois de novembre 2023 : les champs renseignés et données pour les déchets satisfont aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Ces apports relatifs au mois de novembre 2023 ont représenté 1 212 déchargements et 19 550 tonnes.

Pour observation :

230 000 tonnes avaient été réceptionnées sur site en 2023 à la date de l'inspection (projection à 240 000 tonnes en fin d'année), ce qui correspond à une baisse très sensible des tonnages éliminés sur site.

Perspectives 2024 : 200 000 tonnes.

L'exploitant explique la baisse des apports par les deux principales raisons suivantes :

- proportion de refus relativement forte depuis l'entrée en vigueur des exigences de la loi "AGEC"
- conjoncture économique globale encore peu favorable.

Concernant la baisse des déchets éliminés sur site (stockage), il a été observé l'évolution favorable significative de la procédure et des dispositions organisationnelles mises en œuvre au regard de la situation observée lors de l'inspection précédente, menée en septembre 2022.

A titre d'exemple, l'absence d'attestation sur l'honneur du producteur des déchets conduit de manière inéluctable au refus du chargement à la réception.

Ont été consultés plusieurs documents sur ce sujet :

- note interne SUEZ du 17/11/2023 qui rappelle les justificatifs obligatoires qui s'ajoutent à la fiche d'information préalable et au certificat d'acceptation préalable (à savoir, attestation sur l'honneur par le producteur du tri à la source ou de collecte séparée et rapport de caractérisation, tous deux valables un an) pour que puissent être acceptés les déchets en ISDND en fonction du profil de producteurs des déchets : entreprises / collectivités / centres de tri... La note rappelle que les dispositions réglementaires concernant ces nouvelles exigences sont en vigueur mais fait référence à la période de tolérance accordée par la DGPR, d'abord jusqu'au 31/08/2023 puis finalement prolongée jusqu'au 31/12/2023.

- procédure mise à jour (version 4 du 27/06/2023) "réception, contrôles et traçabilité des déchets en ISDND « standard réception »". Les mises à jour ont intégré les nouveaux justificatifs à obtenir des producteurs de déchets : attestation sur l'honneur, caractérisation des déchets et registre national déchets, terres et sédiments, le contrôle vidéo des déchargements. Sur ce dernier point, elle mentionne le registre tenu à jour de recensement des périodes d'indisponibilité du dispositif de contrôle vidéo (disposition non mise en œuvre sur site, voir PC1).

La caractérisation des déchets fait également aujourd'hui partie des conditions requises pour leur acceptation sur site, hormis pour les typologies de déchets qui en sont exemptées telles que les ordures ménagères ; son absence conduit à des refus.

Toutefois, la situation quant à la pertinence de la caractérisation est très disparate suivant que le client est réellement sensibilisé et réceptif ou non au bien-fondé de la démarche : les marges de progrès sont encore assez importantes.

L'exploitant a proposé à ses clients d'effectuer lui-même, suivant sa méthodologie, la caractérisation de leurs déchets sur site de production.

Exemples de rapports de caractérisation consultés (soit établis par le client, soit par SUEZ pour le compte de son client)

- rapport de caractérisation (visuelle) établi à partir d'une benne de 15 m³ de DIB par une entreprise de travaux publics : tonnage des matières identifiées et potentiellement valorisables inférieur à 8 %.

- rapport de caractérisation par un industriel (par pesée en interne par machine, en fin de poste de travail) : 4 types de déchets sont ainsi identifiés et représentent la totalité du lot ; ils sont considérés non valorisables en l'état (déchet complexe papier/plastique ou plastique/bande métallisée), présence de colle, d'enduction.

- rapport de caractérisation (visuelle) établie par SUEZ pour le compte d'un artisan couvreur sur une benne contenant 1 420 kg de déchets non recyclables en mélange. La caractérisation a identifié 20 % en poids de bois, plastiques et métaux ; dans ce rapport, SUEZ a préconisé à son client la séparation des déchets de bois. Un reportage photographique est intégré au rapport de caractérisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3 : GEREP (gros émetteur CH₄)

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31/01/2008 modifié

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de CH₄

Prescription contrôlée :

Constats :

Pour chaque appareil de la plate-forme de valorisation (chaudière, moteurs avec alternateur pour production d'électricité, réchauffeur VALORIX) et pour les deux torchères (alimentés en méthane pour destruction en cas d'aléa ou dysfonctionnement des équipements de valorisation), les quantités de méthane oxydées sont déterminées par mesure en continu du débit, de la teneur en méthane et du nombre d'heures de fonctionnement.

En 2022, 19,12 millions de m³ de biogaz avec une teneur moyenne en CH₄ de 47,28 % ont été collectés. 16,96 Mm³ ont été valorisés (thermiquement pour 68,3 % et électriquement pour 31,7%). 2,16 millions de m³ (soit 11,3 % du biogaz collecté) ont été détruits par brûlage en torchères.

Les émissions diffuses de CH₄ générées par les différents casiers en fonction de leurs caractéristiques : surfaces et phases d'exploitation, type de couverture et date de mise en place... sont quant à elle basées sur les calculs par cinétique de dégradation, sur la base de modélisations (méthode développée par l'ADEME).

Pour rappel, données déclarées dans GEREPE ces dernières années :

- 2019 : 2 100 t
- 2020 : 1 863 t
- 2021 : 2 155 t
- 2022 : 1 732 t

L'exploitant a fait procéder à une campagne de mesures en janvier 2023 par détecteur CH₄ sur une partie du site. Les observations établies ont permis de vérifier certaines hypothèses et d'établir des corrélations. Elles ont aussi conduit à la décision de mise en place d'une couverture provisoire supplémentaire en zone 4.1 : celle-ci a été réalisée courant de l'été 2023. La couverture récemment mise en place a été visualisée sur site le 20/12/2023. Elle conduit à une stabilisation de la captation du biogaz (observée par l'exploitant) et à une limitation des émissions diffuses.

L'Inspection a sollicité dernièrement de l'exploitant la transmission d'une copie du compte-rendu de cette campagne de mesures.

A noter aussi sur ce sujet, les travaux qui seront engagés par phase prochainement, pour le réaménagement définitif de la phase 3 d'exploitation.

Sur le sujet des déclarations à adresser à l'Inspection, en marge du point spécifique GEREPE objet du point de contrôle, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité d'observer toutes les dispositions pour la transmission régulière des données d'autosurveillance. En effet, hors résultats légionelles, la télédéclaration des données d'autosurveillance sur l'outil GIDAF n'a pas été régulière en 2023. L'exploitant a invoqué des réorganisations côté SUEZ avec changement d'affectation du personnel préposé aux vérifications préalables et transmission des données ; il a aussi précisé que le personnel en charge de cette mission était aujourd'hui en poste, et le retard observé en cours de résorption.

A été signalée une difficulté observée courant 2023 sur la qualité des rejets issus du traitement des lixiviats, qui a amené l'exploitant à se faire assister par un prestataire spécialisé (Performance Process) : problématique de rejets chargés en phénols qui a conduit à la mise en place de caissons de charbon actif, suivie d'un épisode de relargage inhabituel d'aluminium. Les investigations menées par le prestataire ont identifié un problème de qualité de régénération des charbons comme étant à l'origine de ce phénomène de relargage. L'examen des transmissions à venir permettra à l'Inspection d'examiner plus précisément l'enjeu associé à ces dépassements observés sur les paramètres phénols et aluminium.

Type de suites proposées : Sans suite à ce stade

N° 4 : Chantier de rehausse de casier

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 02/08/2004 (art. 8.2) et arrêté ministériel du 05/02/2016 modifié (article 9)
Thème(s) : Risques chroniques, travaux d'aménagement des barrières de sécurité passive et active
Prescription contrôlée : Rehausse n°2 du casier 4.3 : caractéristiques des géosynthétiques et mise en œuvre - contrôle et réception des travaux
Constats : <p>Vu sur site le 20/12/2023 depuis la zone du « belvédère », travaux menés pour ne réaliser finalement qu'une seule rehausse du casier (contre deux initialement prévues); décision prise compte tenu de la baisse très sensible des tonnages réceptionnés, permettant par ailleurs une meilleure gestion des surfaces en exploitatoir exposée aux eaux météoriques.</p> <p>Vide de fouille ainsi créé de l'ordre de 300 000 m³ contre 900 000 m³ qui auraient été disponibles avec l'aménagement de deux rehaussees.</p> <p>Les travaux de mise en place des géosynthétiques ont été menés fin août et septembre 2023 sans difficulté ; ils ont été réalisés par l'entreprise extérieure GEObio (GELLAINVILLE - 28630)</p> <p>Le rapport de la mission de contrôle extérieur des travaux, confiée à la Société V3C (51), a été consulté.</p> <p>Ce document daté du 10/11/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none">• rend compte de manière précise et complète :<ul style="list-style-type: none">- de la vérification des caractéristiques des matériaux et produits (géosynthétique bentonitique : BENTOMAT AS100F pré-imprégné, géomembrane PEHD 2mm et géotextile de protection en partie supérieure P80, 800 g/m²)- de leur bonne mise en œuvre (respect des méthodologies prescrites par le comité français des géosynthétiques)- du contrôle in situ par V3C de toutes les soudures et extrusions (bordereaux de contrôles avec présentation des résultats de mesures joints en annexe ; techniques utilisées : air comprimé et pointe sèche, la cloche à dépression en cas de doute n'a pas dû être utilisée)- de contrôles destructifs en laboratoire par V3C des doubles soudures et extrusions, réalisés sur 6 éprouvettes de soudure, (bordereaux également joints en annexe)- de la validation des contrôles menés par GEObio (assurance qualité, bordereaux de contrôle internes, plans de pose, comparaison des résultats entre les contrôles in situ et en laboratoire effectués par GEObio et V3C, documents tels que DOE produit par GEObio le 31/10/2023...)• certifie qu'il n'a pas été constaté au final de non-conformités et qu'il peut être procédé à la réception de l'ouvrage. <p>Vu également sur place le merlon relativement haut aménagé en limite Sud-Est du site pour masquer depuis l'extérieur du site la vue sur la zone en exploitation et limiter par la même occasion les phénomènes d'envois (dans ce même but, vu également les cages grillagées en place sur les côtés opposés de cette même zone en exploitation).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositions réglementaires diverses

Références réglementaires : - Articles R. 515-70 et R. 516-1 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Garanties financières, Réexamen des prescriptions au regard des Meilleures Techniques Disponibles (Installation IED)
Constats : • Renouvellement des garanties financières L'acte de garanties financières en cours arrivait à échéance le 31/12/2023 et l'Inspection n'avait pas été destinataire d'une copie de l'acte attestant du renouvellement des garanties, ni informée du renouvellement effectif. L'Inspection a demandé que lui soit confirmé le renouvellement : une copie de l'acte correspondant lui a été remis le 20/12/2023. Le document a été établi par ATRADIUS le 19/09/2023 pour un montant maximum garanti de 4 185 102,4 € ; il couvre la période allant du 01/01/2024 au 31/12/2026. • Dossier de réexamen IED (rubrique principale 3540-1) SUEZ RV NORD EST a déposé un dossier de réexamen le 08/08/2022 pour l'ISDND d'HERSIN-COUPIGNY. L'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié le 07/08/2023 est le référentiel de réexamen. Il apparaît aujourd'hui nécessaire que le dossier soit complété pour étudier la conformité des conditions d'exploitation vis-à-vis des Meilleures Techniques Disponibles concernant les activités visées par la rubrique 3540, qui reposent sur les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 précité, dans sa version modifiée. Un courrier spécifique explicitant le contexte réglementaire et la demande de mise à jour du dossier sera adressé prochainement à l'exploitant. • Sur site le 20/12/2023, l'exploitant a informé l'Inspection du dépôt en tout début d'année 2024 d'un dossier de porter à connaissance du Préfet relatif à l'installation envisagée d'une nouvelle chaudière visant à renforcer l'optimisation de la valorisation énergétique, justifiée principalement par les évolutions du marché de l'énergie.
Type de suites proposées : Sans suite